

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Migrant.es, réfugié.es, diaspora (France) > **En France, « l'État n'ignore pas la situation des migrant.e.s puisqu'il (...)**

En France, « l'État n'ignore pas la situation des migrant.e.s puisqu'il est le principal responsable de leur mauvais traitement »

dimanche 4 mars 2018, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 1er mars 2018).

Entretien. Mathieu milite dans l'Assemblée générale de lutte contre toutes les expulsions, à Caen, et dans d'autres collectifs de lutte. Patrick est militant à l'ASTI 14 (Association de solidarité avec toutEs les immigréEs du Calvados) et membre du NPA. Nous leur avons demandé de faire le point sur la solidarité avec les migrantEs dans la région.

Qu'est-ce que l'Assemblée générale de lutte contre les expulsions ?

Mathieu : L'AG a été créée à Caen en 2013 quand nous avons constaté qu'il y avait de plus en plus de personnes à la rue. L'aide apportée jusqu'alors aux personnes pour pallier les insuffisances des services d'hébergement ne suffisait plus. Il fallait faire plus. C'est pour cela que des squats ont été ouverts. Aujourd'hui, sept squats abritent 300 personnes, essentiellement des demandeurs et des demandeuses d'asile, parfois aussi des déboutéEs. Les personnes qui apportent leur aide le font en toute indépendance des institutions, rejettent le racisme, les politiques sécuritaires et antisociales. L'AG se définit aussi comme anticapitaliste et travaille à la convergence des luttes.

La mise à l'abri des migrantEs dans les squats est un point de départ important, et, avec l'arrivée à Ouistreham de nombreux jeunes qui veulent franchir la Manche, la solidarité s'est renforcée ?

Patrick : Les migrantEs qui arrivent à Ouistreham ne veulent pas rester en France mais espèrent passer en Grande-Bretagne. Ils ont des conditions de vie déplorables, les autorités refusant d'ouvrir sur place une structure pour les abriter. Du coup, les habitantEs de Ouistreham se sont mobilisés pour leur apporter de l'aide. Ils ont créé leur collectif : le Collectif d'aide aux migrants de Ouistreham. Les associations leur ont donné un coup de main. S'impliquent aussi des habitantEs des petites villes environnantes. ChacunE propose un hébergement pour une nuit, une douche, un petit déj'..., des distributions de nourriture sont organisées. Il y a un véritable élan de solidarité. À Caen, des parents d'élèves et des enseignantEs viennent en aide de cette façon à des enfants de migrantEs, pour qu'au moins ils puissent venir en classe après avoir passé la nuit ailleurs que dehors dans le froid.

Ce mouvement de solidarité se confronte à l'État, et à son représentant local, le préfet ?

Patrick : Oui, le préfet, dans ses vœux à la presse, a dénigré l'action des personnes solidaires, pas seulement des associations, mais aussi des citoyenEs qui viennent, spontanément, donner un coup

de main dans l'organisation de l'aide. Il a aussi violemment attaqué l'ouverture de squats, en prétendant que cela mettait les migrantEs en situation d'insécurité. Comme si le vrai scandale n'était pas de contraindre des personnes, y compris des enfants, à passer la nuit dans la rue. Ce préfet a même osé assimiler les personnes solidaires aux réseaux « mafieux » de passeurs. Tout cela montre en fait l'inhumanité de l'État.

Mathieu : L'État veut maintenir sur la situation à Ouistreham une chape de plomb, comme partout où il y a des migrantEs qui cherchent à passer en Angleterre. L'État n'ignore pas la situation des migrantEs puisqu'il est le principal responsable de leur mauvais traitement. Cela se traduit par un quadrillage du port de Ouistreham pour empêcher les passages, un harcèlement permanent des migrantEs par la gendarmerie mobile. Ils sont chassés des abribus, des bancs publics, leurs effets personnels sont parfois confisqués. Les personnes solidaires des migrantEs sont, quant à elles, soumises à des intimidations, certainEs ont même eu des amendes, et du matériel (des casseroles...) ou de la nourriture ont été confisqués.

Patrick : Malgré ces intimidations, malgré les diatribes du préfet, le mouvement de solidarité tient et s'amplifie chaque jour, grâce aux habitantEs sur place, et avec le soutien de très nombreuses associations, de syndicats et de partis. Dans cette ville de moins de 10 000 habitantEs, il y a eu deux manifestations de 1 000 personnes !

Le 17 février, une manifestation s'est rendue devant la préfecture. Il s'agit de poser la question sur le plan politique ? Ne pas lâcher l'aide aux migrantEs sur le terrain, mais mettre en cause le gouvernement ?

Patrick : Oui, à la fois protester contre les conditions inhumaines faites aux migrantEs - 300 sont abrités dans les squats, mais il y en a encore à la rue -, et puis protester contre la future loi asile, une loi antimigrantEs qui va encore aggraver la situation.

Mathieu : Il est nécessaire que se développe un mouvement unitaire large, parce que nous sommes face à un dispositif répressif puissant, qui incorpore les autorités municipales et les services de l'État. Pour ébranler ce dispositif, il faut étendre la mobilisation, au niveau des réseaux d'aide, et aussi du nombre dans les manifestations. L'implication des syndicats est nécessaire par exemple pour contrer l'utilisation, par le maire, des services municipaux pour les objectifs de contrôle et de répression des migrantEs. Cela a conduit l'AG à s'ouvrir en travaillant plus qu'auparavant avec d'autres structures militantes. C'est la situation que nous affrontons qui l'impose.

Comment voyez-vous la continuation de l'action sur l'antiracisme et la solidarité avec les migrantEs ?

Mathieu : Au niveau national, ça va dans le bon sens, avec beaucoup d'occupations de lieux pour abriter les migrantEs, des actions, des manifestations. Sur Caen, la mobilisation est lancée et la manifestation du 17 février a été une étape. Il faut une campagne prolongée. Localement, en mars, nous pensons organiser une manifestation devant un PRAHDA à Mondeville, dans la banlieue de Caen. En perspective, il peut y avoir aussi la manifestation du 17 mars contre le racisme d'État, contre les violences policières, pour la solidarité avec les migrantEs. Par ailleurs, nous suivons les tentatives de coordination au niveau national, par exemple fin mars à Lyon avec un appel destiné plutôt aux collectifs locaux. Nous suivons également les États généraux de l'immigration, avec la présence des associations nationales qui s'opposent à la politique migratoire du gouvernement. On réfléchit aussi à la mise en place d'une coordination Grand Ouest pour appuyer les dynamiques de coordination nationale.

Patrick : Des dates pour des mobilisations communes régionales commencent à circuler. Au travers

de ces actions locales, régionales et nationales, il faut tenir le terrain face à ce gouvernement et faire croître la contestation de la loi asile et immigration qu'il prépare. C'est clairement une loi anti-immigréEs, pour fermer la porte d'entrée en France aux migrantEs.

Mathieu : Il faut maintenir la pression mais sans séparer ce combat de ceux menés contre les politiques d'austérité, antisociales, sécuritaires. Sans doute que s'il y a autant de solidarité aujourd'hui envers les migrantEs, c'est parce qu'il existe une colère sociale diffuse qui cherche à s'exprimer, une volonté d'ouvrir une brèche. Articuler les fronts de lutte est nécessaire, pour au final une convergence. Concernant la solidarité avec les migrantEs, il faut s'appuyer sur l'auto-organisation des populations. Car un effet de la prochaine loi, si elle passe, sera de fragiliser encore plus des milliers de migrantEs, d'augmenter le nombre de déboutéEs du droit d'asile, qui vont récolter OQTF [Obligation de quitter le territoire français] et placements en rétention administrative. Le besoin d'assurer l'aide aux personnes, de trouver des logements, etc., pourrait s'accroître et nous devons donc réfléchir à comment répondre à un État qui se durcit.

Propos recueillis par nos correspondants

P.-S.

* Hebdo L'Anticapitaliste - 419 (01/03/2018). Dimanche 4 mars 2018, mise à jour Dimanche 4 mars 2018, 12:49 :

<https://npa2009.org/idees/antiracisme/letat-nignore-pas-la-situation-des-migrantes-puisquil-est-le-principal-responsable>

Nos [Anticapitaliste] articles sont publiés sous licence Créative Commons. Voir les détails.